

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires
Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 68-02816

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société ARTERRIS concernant l'installation qu'elle exploite à Cintegabelle (31550)

0006

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 novembre 2010 autorisant la société ARTERRIS à exploiter des silos et des installations de stockage de céréales à Cintegabelle ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées du 23 novembre 2018 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement faisant suite à la visite d'inspection effectuée le 13 novembre 2018 ;

Considérant que, lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les détecteurs d'incidents du transporteur à bande TB61 sont défectueux ;

Considérant que l'exploitant a continué d'utiliser le transporteur à bande TB61 tout en ayant connaissance, depuis à minima 10 mois, de la défaillance des détecteurs associés ;

Considérant qu'en conséquence il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, de mettre en demeure la société ARTERRIS de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que l'information de la société ARTERRIS, prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 susvisés, a été réalisée par lettre de l'inspection des installations classées en date du 23 novembre 2018 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La société ARTERRIS est mise en demeure, pour l'installation de stockage de céréales qu'elle exploite à Cintegabelle, de respecter, **dans un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'article 16 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 novembre 2010 susvisé en procédant aux travaux de réparation des détecteurs d'incidents liés au transporteur à bande TB61.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de la société ARTERIS.

Art 4. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès tribunal administratif de Toulouse :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision ;

2° par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente décision.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le **09 JAN. 2019**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-François COLOMBET